

Synthèse de l'enquête citoyenne sur le Schema Directeur d'Alimentation en Eau Potable en Xaintrie Vallée de la Dordogne. 1^{er} mai - 1^{er} juillet 2022

Contact : 06 23 58 71 05 ; enquetecitoyenneXVD@protonmail.com

<https://ECXVD.wordpress.com>

13 septembre 2022

Paroles de citoyens

Conserver tous nos captages

Un total de 102 contributions ont été enregistrées dans les délais entre le 1^{er} mai et le 1^{er} juillet 2022. Personne (0%) ne se prononce pour le projet de centralisation. Vingt-deux (22 %) contributions émettent des réserves ou s'interrogent sur ce projet. Quatre-vingt (78 %) se prononcent contre ce projet. Donc pour conserver les captages.

Un projet qui n'économise pas l'eau

Sur 109 contributions reçues, 44 interrogent la gestion quantitative de l'eau potable. C'est à dire la quantité d'eau disponible et les usages de l'eau potable.

Les contributeurs à l'enquête s'interrogent sur **la méthode d'estimation de la ressource** et de son évolution. Ils s'interrogent aussi sur les facteurs qui influencent son évolution actuelle car si certes le changement climatique a des effets, il est clair que les pratiques humaines ont impacté et impactent encore l'évolution quantitative de la ressource en eau : *« il est difficilement acceptable que soient passées sous silence les causes réelles du dysfonctionnement du cycle de l'eau »*. Il semble alors essentiel d'aborder d'abord la restauration de ce qui est dégradé.

Plusieurs contributeurs sont choqués de voir que **l'investigation, la recherche de nouvelles ressources** aient été **exclues** du cahier des charges. La contribution 24 relève ainsi que : *« une alternative à savoir s'il y a de l'eau sur le plateau, est possible sur le territoire, tant que celle-ci ne sera pas investiguée, elle restera un sujet de d'incertitude génératrice de questionnement et de frustrations »*

Les chiffres donnés de la consommation sont globaux, sans qu'on en connaisse ni la répartition ni le mode d'évaluation. La connaissance de cette consommation et son analyse (les ménages, les agriculteurs, les entreprises comme la laiterie Duroux) y compris les pertes, devraient **permettre la réalisation d'économies**. Plusieurs contributeurs s'étonnent que cette possibilité d'économiser n'apparaisse pas : *« Enfin, il n'est jamais envisagé de faire des économies d'eau potable alors que cela serait tout à fait*

souhaitable et surtout faisable ». Ce choix devrait être prioritaire, car c'est le moins coûteux.

Il paraît également primordial de réduire les pertes. Dans le cadre de cette consommation estimée, plusieurs contributeurs estiment absurde que l'on envisage des consommations qui se situent à 25km (Laguenne). Comment prévoir un investissement tel qu'il est envisagé sans questionner en profondeur les usages, et prioriser l'économie d'une ressource qui est un bien commun ?

Un projet qui n'économise pas l'énergie

Un quart des contributeurs ont évoqué le coût énergétique du projet de centralisation : remonter l'eau du bas de la vallée vers les plateaux, construire une nouvelle usine, est une solution dispendieuse en énergie, « *énergivore* », « *pharaonique* », « *contre-nature* ».

Les études du bureau d'études Dejante qui annoncent que la dépense d'électricité est meilleure dans la simulation de la centralisation reposent sur la fabrication de scénarios de « conservation des ressources » qui nous obligent à l'achat d'une unité de reminéralisation pour chaque captage, lesquelles consomment beaucoup d'électricité. Or, personne n'a démontré, ni l'A.R.S., ni l'Agence de l'eau, ni les bureaux d'études, que ces unités de reminéralisation, qui ont pour objectif de remonter le pH de l'eau, sont une solution intéressante pour les habitants. Par ailleurs, les quantités d'eau livrées varient en fonction des scénarios, ce qui rend les comparaisons infaisables.

Ça coûterait une fortune

Sur 109 contributions reçues, 44 mentionnent les coûts liés à un tel investissement..

« *L'investissement financier serait colossal* » : la valeur de l'investissement et de son fonctionnement sont souvent mis en parallèle avec le fait de remonter l'eau sur 400m à minima. Même si certaines communes sont, en période estivale, en manque d'eau le coût du citernage semble faible au regard de l'investissement.

« *Les coûts de construction et de l'énergie ont déjà explosé depuis la parution de ce projet* » : nous sommes dans une période où les coûts augmentent fortement, ainsi que les taux des prêts qui renchérissent d'autant les coûts de fonctionnement. De plus, le coût final qui semble déterminant dans le choix est ramené au m³ d'eau vendue : les contributeurs remarquent alors que les quantités vendues diffèrent selon les projets. Il est essentiel, pour se construire une opinion d'appréhender la façon dont les coûts d'investissement et de fonctionnement ont été estimés et actualisés. Il est aussi essentiel de justifier les consommations d'eau envisagées selon les scénarii. Les habitants savent très bien que l'usine de Bellovic, dimensionnée pour 11 500 m³ n'en « vend » qu'un peu plus de la moitié.

« *Le coût subventionné n'a aucun sens économique ou budgétaire !* » : **l'État au travers de l'agence de l'eau guide les décisions** des territoires décentralisés. Mais, quelle que soit la source de financement, c'est bien l'utilisateur qui au bout du bout paie l'eau. De plus, comment évolueront ces financements publics, dans le cas d'une augmentation forte des coûts ?

« *le prix annoncé va forcément augmenter* » : les contributeurs s'inquiètent bien sûr de l'évolution du prix de l'eau consommée, le prix qui leur sera facturé. Et les tarifs de l'eau appliqués à Beaulieu ne sont pas incitatifs. Le tarif par m³ dépend des coûts qui sont surtout des coûts fixes

donc moins on consomme d'eau par rapport aux prévisions, plus le prix au m³ augmente. Ce facteur exige de dimensionner correctement les investissements selon la consommation potentielle. Comment estimer ces consommations? Comment sont sécurisées les potentielles ventes à des territoires voisins? Comment estimer que l'eau consommée par l'élevage restera à un même niveau, si le prix augmente?

Une installation vulnérable

La vulnérabilité du captage unique centralisé a été soulevée dans 11 contributions. De nombreux risques et questionnements sont ainsi évoqués :
- la pollution de l'usine elle-même et un accident sur celle-ci - l'impossibilité de traiter certaines pollutions (perturbateurs endocriniens, nano particules etc.) - l'indisponibilité de tout ou partie des produits de traitements (pénurie, coût) - l'indisponibilité de la ressource elle-même (quelle garantie sur 40 ans?) - la rupture de la quantité nécessaire pour le bon fonctionnement avec la nécessité de choisir entre l'eau pour barrage et l'eau pour réseau - la panne du système de relevage - la pollution du réseau de distribution lui-même (en aval) - la dépossession de la gestion de la ressource induisant du gaspillage.

Une perte de qualité

La qualité de l'eau qui sera vendue a été soulevée dans 19 contributions. L'ensemble des contributions s'attachent à souligner la qualité exceptionnelle de leur eau distribuée actuellement : « *NOUS AVONS DE BONNES SOURCES ET NOUS VOULONS LES GARDER* ».

Plusieurs contributions saluent le fait que leurs sources et captages soient sous protection d'arrêtés préfectoraux et refusent de payer plus cher une eau moins bonne. Elles remarquent que la

Dordogne est polluée et le sera encore plus à cause de la baisse de son niveau, que les traitements chimiques de l'eau se retrouveront dans les sols avec les eaux usées en plus.

Concernant la qualité de l'eau actuelle plusieurs notent que la problématique du radon et de l'uranium n'aient pas été étudiée. Elles soulignent l'absence criante d'un avis de l'I.R.S.N. sur ce sujet, alors que comparativement il est fait grand cas de l'acidité néfaste aux installations et à l'atrazine sur St Martin la Méanne et l'arsenic à Laguene !!!

« ...Si demain nous sommes contraints d'utiliser une eau sur-polluée nous ne le pardonnerons pas. »

Prendre en compte la population

Les citoyens ne comprennent pas le manque d'information et de consultation sur un projet qui date de 2017 et qui concerne un sujet qui leur semble primordial. « *Nous souhaitons ne pas être tenus à l'écart de la gestion des ressources essentielles* ». Il en découle une méfiance à l'égard de l'exécutif de X.V.D., non élu directement, alors que la gestion de l'eau échappe à l'échelon communal encore populaire. Le poids de la centralisation étatique et de ses bureaux d'étude et de conseil éloigne le citoyen de ses responsabilités ; la responsabilité et l'implication du consommateur (qui est aussi le payeur) dans la gestion d'une ressource rare est ainsi évincée. Le spectre de l'étape suivante, qui serait de confier la gestion aux multinationales (sous prétexte de complexité) alimente le rejet et la suspicion.

L'eau est une ressource essentielle, un bien commun. C'est la vie, aucune spéculation ne peut être admise sur le Vivant.

Il serait dommageable de ne pas tenir compte de l'émergence politique d'une parole citoyenne qui refuse d'être mise devant le fait accompli. « *Une telle participation pourrait adoucir les limites de la démocratie représentative.* »

Des propositions pour une gestion économe

Amélioration de la connaissance de la situation hydrologique des plateaux et prospection de nouvelles ressources

: commencer par une étude hydrologique du plateau, des milieux aquatiques, des usages et besoins et des effets du changement climatique sur la ressource en eau. Faire les recherches qui permettraient de trouver en local les ressources qui compensent la baisse des ressources actuelles en période de sécheresse.

Gestion quantitative de la ressource en eau

: rénover nos milieux pour retrouver les capacités de rétention naturelle des précipitations et réaliser des réserves individuelles d'eau de pluie. Développer des attitudes de sobriété notamment pendant les périodes de tension et revoir à la baisse nos usages de l'eau potable. Interconnecter les ressources excédentaires et déficitaires pour la satisfaction des besoins de tous et mettre les usagers autour de la table pour une meilleure maîtrise des besoins à satisfaire à partir du réseau eau potable. Inclure dans cette stratégie une meilleure mobilisation des retenues de tous types existant sur le territoire. Dans l'attente, le recours au citernage reste une solution eu égard au coût et aux dangers d'une ressource unique prise sur la Dordogne.

Gestion qualitative de la ressource en eau : conserver le bénéfice de la qualité de l'eau de nos ressources locales (peu exposé à des sources de

pollution agricoles, industrielles ou médicamenteuses) quand bien même il faudrait s'accommoder d'un pH un peu au-delà des normes et le corriger par reminéralisation. Affronter les questions de radioactivité en réalisant les études nécessaires et les remises en état des milieux (notamment suite à l'extraction d'uranium en Xaintrie) qui peuvent les atténuer au profit de l'autonomie en eau des plateaux et interconnecter les ressources de façon à diluer les eaux qui ne répondent pas aux normes et obtenir une eau répondant aux critères de potabilité.

Gouvernance du projet et choix politiques

: les décisions prises par des élus locaux sur les questions d'eau devraient l'être après consultation des habitants et avec des scrutins à majorité très large (2/3 par exemple) et avec le souci de conserver les consommateurs et les structures de gestion au plus près de la ressource de façon à les responsabiliser quant à la qualité de la ressource et à la gestion des risques. Avoir la gestion la plus municipale possible de la ressource en eau potable. Reconstituer nos ressources en eau et les compléter, maîtriser les besoins et adopter des comportements d'économie plutôt que de décider d'un projet qui nous engage très défavorablement pour l'avenir (danger d'une ressource unique, baisse de la qualité de l'eau et envolée des coûts, forte consommation d'énergie, etc.). Quoiqu'il advienne, entretenir nos captages et protéger leur périmètre d'alimentation pour la qualité de nos milieux et un recentrage sur les ressources les plus locales en cas de problème.

Élaboration d'un scénario visant à l'économie

: des habitants demandent à ce qu'un scénario de conservation des ressources économe (en euros, en énergie, montrant l'exemple aux citoyens), excluant l'achat systématique d'unités de reminéralisation, soit élaboré.